

# La gauche unie pour le monde du travail

Lors d'un point de presse au siège du PCF, Léon Deffontaines, tête d'une liste de rassemblement validée par 92,76 % des militants communistes, a présenté la composition de sa liste.

« Nous avons tenu à diviser cette liste en trois parts égales. Une première composée de dirigeants et élus communistes, une deuxième de responsables d'autres formations de gauche qui ont répondu à notre volonté d'union, et une dernière de représentants du monde du travail qui subissent de plein fouet l'inflation et le recul du pouvoir d'achat. »

Le nom de la liste a été dévoilé : « **La gauche unie pour le monde du travail** ».

La campagne se déroulera à partir de trois axes :

⇒ **Les questions du travail et du pouvoir d'achat** est le premier thème. « On a aujourd'hui une Union européenne qui a comme bilan la pauvreté, le recul de nos services publics, de nos industries, la fermeture et la disparition d'un certain nombre d'exploitations agricoles. Et cette Europe-là, nous n'en voulons pas. Nous voulons une Europe capable de réindustrialiser massivement notre pays et notre continent. »

⇒ **L'écologie** est le second des piliers de la campagne : « Certains s'opposent par dogmatisme à la possibilité de réaliser de grands travaux. Nous nous inscrivons en contradiction : si nous voulons atteindre la neutralité carbone en 2050, il

## RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2458 – Jeudi 4 avril 2024

faut engager partout sur notre territoire des grands travaux utiles, des grandes rénovations de bâtiments et de grandes infrastructures ferroviaires et fluviales. »

⇒ Enfin, le candidat entend porter **une voix de paix** : « Quand j'entends les va-t-en-guerre, la majorité présidentielle ou le Président de la République utiliser les mêmes mots que ceux qui nous disaient qu'il fallait intervenir en Irak, je dis que nous avons une autre voix à porter. (...) Il faut aider les Ukrainiens face à l'invasion pour empêcher la Russie d'avancer et tenter de geler le front et, parallèlement, il faut que la France et l'Union européenne puissent porter un traité de paix avec un enjeu primordial : un cessez-le-feu. »

Le cap du million de voix est maintenu. « **Le vote utile c'est le vote pour la liste que nous rassemblons, afin notamment de permettre aux quatre listes de gauche de dépasser les 5 % et de faire élire cinq députés en plus pour la gauche et surtout de faire perdre cinq députés à droite et à l'extrême-droite.** » ■

Le 9 juin je vote !

**Gauche Unie**  
POUR LE MONDE DU TRAVAIL



# La campagne pour les élections européennes officiellement lancée

C'est mardi 26 mars 2024 que la campagne pour les élections européennes de la liste « La Gauche Unie pour le monde du travail » a été officiellement lancée dans le département des Landes avec la réunion publique à Mont-de-Marsan animée par Emmanuel Maurel et portant sur « L'Europe dans notre quotidien ».

Ayant réuni une centaine de participants, ce premier événement a été ouvert par Alain Baché (secrétaire départemental du PCF), Vincent Guibert (réfèrent

départemental de L'Engagement et 79<sup>e</sup> sur la liste) et Céline Piot (co-animatrice départementale de la GRS et 36<sup>e</sup> sur la liste). Ces derniers ont rappelé que cette liste, conduite par Léon Deffontaines (PCF), est une vraie liste de rassemblement de la Gauche républicaine et laïque (PCF, GRS, L'Engagement, Les Radicaux de Gauche) et du monde du travail (c'est la seule liste de Gauche composée d'un tiers de militants syndicaux) afin de remettre la question sociale au centre des préoccupations. Cette liste est une voix particulière à Gauche qui correspond à des attentes fortes. Le scrutin du 9 juin 2024 permet un vote de conviction. Il s'agit de reprendre la main !

Emmanuel Maurel (député européen sortant, animateur national de la GRS et 3<sup>e</sup> sur la liste) a ensuite développé cet élément central du programme.

Il a d'abord commencé son propos en rappelant les pièges dans lequel on veut nous enfermer : le débat sur la guerre en Ukraine tourne à un débat binaire « pro-guerre/anti-guerre » et se réduit à une dialectique « anti-Poutine/pro-Poutine » ; le débat sur la dette devient « dépenser ou diminuer le déficit ».

Puis il a brossé la situation actuelle de l'Europe qui connaît de nombreuses crises :

- ⇒ La guerre en Ukraine : aider l'Ukraine ne signifie pas être cobelligérant.
- ⇒ La crise énergétique. Mais si on remet en



De gauche à droite : Alain Baché, secrétaire départemental du PCF et conseiller régional communiste, Céline Piot, conseillère municipale et communautaire de Mont-de-Marsan, Emmanuel Maurel, député européen sortant et Vincent Guibert, réfèrent départemental de

cause le marché de l'électricité européen, dont le prix est indexé sur celui du gaz, on est immédiatement soupçonné d'être un « frexiteur ». Pourtant, et à raison, l'Espagne et la Portugal sont sortis de ce marché.

⇒ La crise agricole. Plusieurs groupes parlementaires ont voté en faveur des traités de libre-échange (que ce soit avec le Canada, le Vietnam, la Nouvelle-Zélande...). Il ne faut pas oublier que le TAFTA avait été défendu par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, qui accusait les

opposants à ce traité d'être des « partisans de l'économie albanaise ». Or tous les grands pays sont protectionnistes, mêmes les États-Unis. Seule l'Union européenne ne l'est pas. Dès lors, nos produits sont concurrencés, de surcroît de façon inéquitable puisque les normes environnementales ne sont pas les mêmes selon les pays. André Chassaigne (député PCF) avait proposé l'idée des prix planchers il y a plus de dix ans, mais il n'a pas été écouté.

La pandémie du COVID-19 a révélé que la France n'a plus de souveraineté : elle ne produit plus de médicaments, de masques... Elle est devenue totalement dépendante. Reprendre la main, c'est donc retrouver la souveraineté, et, ce, dans de nombreux domaines :

- ⇒ La souveraineté industrielle : grâce aux relocalisations.
- ⇒ La souveraineté énergétique : grâce au mix énergétique (nucléaire et énergies renouvelables).
- ⇒ La souveraineté économique : redonner du pouvoir d'achat passe par le refus du *dumping* social et par la défense du service public, remis en cause par la concurrence privée.
- ⇒ La souveraineté alimentaire : il faut arrêter d'importer ce que l'on produit.
- ⇒ La souveraineté culturelle : l'exception culturelle française est constamment

menacée (par exemple, tous les ans, les libéraux veulent remettre en cause le prix unique du livre qui, pourtant, sauve les libraires indépendants).

- ⇒ La souveraineté numérique : comment accepter que l'entretien et la sécurité des centrales nucléaires françaises vont être harmonisés par un logiciel Amazon, que l'Éducation nationale ait passé un contrat avec Microsoft, que les données de santé soient sur un *cloud* américain ?
- ⇒ La souveraineté démocratique (c'est-à-dire la souveraineté des peuples) : les décisions parlementaires ou référendaires sont souvent bafouées. Ainsi, concernant le MERCOSUR, la Commission européenne a laissé entendre que ce traité sera de toute façon signé par la France après le scrutin du 9 juin. Valérie Hayer (tête de liste Renaissance) a, quant à elle, déclaré que le CETA s'appliquera malgré le vote « contre » du Sénat français. Reprendre la main, cela veut dire aussi que, à chaque étape de la construction de l'Europe, il faut demander l'avis des peuples et le respecter.

L'UE n'est hélas ni un espace de coopération ni un espace harmonisé (en particulier dans le domaine fiscal). Il faut donc moins d'Europe sur certains sujets (nouvelles normes du permis de conduire, interdiction du foie gras...) et il en faut plus sur d'autres (l'immigration, l'investissement notamment dans le domaine du fret ferroviaire).

La majorité présidentielle macroniste veut imposer le duel RN/Renaissance. Mais les candidats de « La Gauche Unie pour le monde du travail » ne sont pas comptables des erreurs et errements des politiques néolibérales menées par l'Union européenne et appliquées en France (le marché dérégulé de l'énergie, la casse continue du service public, le dogme de la concurrence « libre et non faussée »...). Le Parlement européen a plus de pouvoirs que l'Assemblée nationale sous la V<sup>e</sup> République. Nous pouvons reprendre la main, mais toutes les voix comptent ! ■

**Compte-rendu établi par Céline Piot**

### **Le billet de Gérard Streiff**

## **Le pognon**

La crise du logement ? Quelle crise du logement ? Du côté de la rue de Furstemberg ou de l'avenue Montaigne, à Paris, voilà bien des questions qui semblent tout à fait saugrenues. Ici tout se vend à des prix « confortables » : un vieux studio, en mauvais état caractérisé, s'est vendu à 35 000 euros le mètre carré. Et le responsable de l'agence immobilière de ronronner : « On aurait pu même monter à 50 000 euros ! » Commentaire d'un vieil habitant du quartier dépassé par ce tsunami : « Ici c'est le pognon à l'état pur ! » C'est pas faux. Même si le mot pur n'est pas le plus approprié. ■



## **Le train, le transport le plus vertueux**



**De gauche à droite : Eric Ferron, Christian Duprat et Philippe Loubère (Photo Sud-ouest)**

**Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 20 mars à Mont-de-Marsan (voir également Sud-Ouest du 26 mars), le collectif interdépartemental 40-32-65 a montré la nécessité de réouvrir la ligne ferroviaire Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre. Ligne venant de Bordeaux et s'arrêtant à Mont-de-Marsan depuis plusieurs années.**

Réouverture justifiée à plusieurs titres.

Il y a besoin de rééquilibrer les mobilités en faveur du ferroviaire, le transport le plus vertueux.

Dans notre pays, le transport de marchandises par train est passé de 45% en 1974 à 17% en 2000 et à 10% aujourd'hui. En comparaison, le fret ferroviaire représente 18% en Allemagne, 32% en Autriche, 35% en Suisse.

En France, le transport routier de marchandises est passé à 85%.

De Mont-de-Marsan à Bagnères-de-Bigorre, il ne reste plus que la voiture et le camion comme moyen de transport avec les nuisances de toutes sortes que cela engendre.

À tel point que trois associations se sont créées dans le département des Landes pour lutter contre la prolifération des camions.

Alors que la COP21 (en 2015) a déclaré le fret ferroviaire d'utilité publique pour engager la nécessaire transition écologique, l'ouverture à la concurrence a été un échec comme l'a montré le rapport du député communiste Hubert Wulfranc. Rapport adopté à l'Assemblée Nationale avec les voix de gauche et l'abstention des groupes macronistes, de LR, du RN, en difficulté pour contredire la réalité.

Mais au niveau européen, le parlement –qui n'a plus de députés communistes– vient d'autoriser la circulation de camions de plus de 60 tonnes et 25 m de long.

Le retour de députés communistes y serait utile !

### **Besoin de développer l'action.**

Dans une lettre ouverte au ministre délégué chargé des transports, le collectif « Osons le train », montre l'urgence de réouvrir la ligne Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre et demande où en sont les promesses de son prédécesseur Jean-Baptiste Djebbari.

Il demande également une rencontre au ministère, appuyée par le Président de la Convergence Nationale Rail, Didier Le Reste.

Enfin, le collectif organise une assemblée générale constitutive de son élargissement à toutes les bonnes volontés afin d'amplifier son action.

Elle se déroulera le samedi 6 avril à 10 h, Salle de la Maire à Barcelonne-du-Gers. ■

## CULTURE(S)

### Les horreurs de la guerre petits rappels historiques

« Depuis que le monde existe et que les hommes s'entre-tuent, jamais un crime ne s'est commis sans que son auteur ait trouvé un apaisement à se dire que c'était pour le bien public, pour le bonheur supposé d'autrui. » *Léon Tolstoï*

S'il est un roman fleuve à lire ou relire en ces temps où le bruit des armes redevient assourdissant, c'est bien de Guerre et Paix de Léon Tolstoï. Grande fresque historique, qui décrit la Russie au moment de son invasion par la « grande armée » napoléonienne. Tableau très approfondie de l'aristocratie russe à cette époque, mais aussi récit de la façon dont la Russie, et son général Koutouzov, ont pu résister et vaincre cette armée de 500.000 hommes poussée par un dictateur avide de pouvoir. L'historien Evgueni Tarlé, spécialiste de Napoléon, considère que c'est par cet événement que c'est construit la résistance du peuple russe, sa cohésion, qui lui ont permis de vaincre l'armée nazi et de délivrer l'Europe.

Dans un registre plus facile, je vous conseille la lecture de *L'ombre de l'Aigle*, publié l'an passé par Le Temps des Cerises :

Des soldats espagnols, enrôlés de force, se retrouvent dans l'armée napoléonienne. Le récit commence à la bataille de Borodino (Sbodonovo dans le texte), qui fut la plus sanglante de toutes celles menées par Napoléon. Ces



soldats racontent comment ils essaient de désertir, mais participent malgré eux à la victoire, entrent dans Moscou, puis connaissent la retraite. Au cours de ces 5 mois plus de 200.000 hommes de toutes nationalités périssent.

Le récit est très vif, grinçant, l'auteur emploie un langage très populaire, très vivant, qui fait ressortir d'autant plus l'horreur de la guerre et l'aberration de cet épisode de notre histoire.

Nous retrouvons la verve d'Arturo Perez Reverte, qui utilise aussi ce récit, basé sur des faits historiques reconnus, pour reparler de l'aventure napoléonienne en Espagne, aventure magnifiquement illustrée dans son livre : *Un jour de colère*, et par ces admirables tableaux : dos y tres de mayo de Francisco de Goya. ■



Isabelle FIGUERES

## Gnacs et Chacailles

### MAUVAIS CHANGE EN LIBRE- ECHANGE

On n'entend plus parler que d'crise/ Plus y'a d'blé plus on crèv' de faim/ Plus y'a d'richesses et plus y'a d'mouise/ Plus y'a d'or plus y'a d'purotins/ Y'a trop d'ouvriers mais faut faire/ De la cadence et du rendement/ Les bourgeois n'pens' plus qu'à la guerre/ Pour liquider les stocks des gens/ Paraît qu'y a trop d'machines sur terre/ Trop d'employés trop d'paysans/ Trop d'types qui sont intelligents/ Trop d'jeunesses mais y'a jamais trop/ D'militaires et trop d'bonnes d'enfants...Y'a trop d'tout y'a trop d'tout/ Vous croyez qu'c'est chouette/ Y'a trop d'tout y'a trop d'tout/ Et bien pas du tout/ Y'a trop d'tout y'a trop d'tout/ C'est à perdre la tête/ Y'a trop d'tout trop d'atouts... .Extrait de «Y'a trop d'tout» chanson de 1934, paroles de Paul Vaillant-Couturier (1892-1937) et musique de Nathan Korb, dit Francis Lemarque (1917-2002). À l'initiative des sénateurs communistes et de Fabien Gay (né le 13/01/1984 à Bordeaux) le traité de libre-échange avec le Canada (accord économique et commercial global AEGC/CETA) a été rejeté, alors qu'il avait été approuvé par une courte majorité par l'Assemblée Nationale le 23/07/2019 par la majorité macroniste. Lors du vote au parlement européen le 15/02/2017, 16 parlementaires français sur 74 avaient voté pour ce traité. La plupart des députés Républicains comme ceux du Modem se sont abstenus ou ont voté contre. La discussion et les votes pour ou contre l'intérêt général faisait percevoir que ce traité est une machine de guerre contre les travailleurs des villes et des champs, mais aussi contre les élus locaux, car il ouvre les marchés publics à la concurrence internationale contre l'emploi local et la souveraineté des collectivités territoriales. En 2344 pages difficile d'accès, il s'agit de diminuer les droits de douanes jusqu'à les supprimer sur les produits et les services afin de faire de l'U.E «un marché ouvert ou la concurrence est libre» c'est-à-dire accélérer la mondialisation, affaiblir ou annuler toutes les règles et les normes notamment sanitaires et sociales contre l'alimentation de qualité et les droits du travail. Un tribunal spécial dit «Investment Court System» (ICS) est créé pour traiter les plaintes des multinationales qui se plaindraient des législations nationales. Des tribunaux privés avec des magistrats et des avocats d'affaires des plus grands cabinets anglo-saxons rendent des sentences dont le but est toujours d'attaquer les législations sociales et environnementales des États. L'augmentation des échanges commerciaux a de sérieux impact sur les émissions de gaz à effet de serre. Le conseil européen a été contraint par la cour de justice européenne de demander l'approbation des parlements nationaux pour la mise en œuvre de ce traité. Contrairement aux tribunaux nationaux, les tribunaux d'arbitrage privés ne respectent pas la primauté du droit européen. Ils ne sont pas non plus tenus, en cas de litige, de renvoyer leur jugement devant la cour de justice européenne. En appliquant ce traité provisoirement sans l'accord des parlements nationaux, les institutions européennes agissent au nom du grand capital international en bafouant la démocratie. Il a fallu toute la détermination et le sens politique de Fabien Gay au nom du groupe communiste pour déterrer le CETA et obliger à un débat et un vote. Une nouvelle opportunité va s'offrir aux associations et au mouvement social le 30/05/2024 avec l'initiative parlementaire communiste d'André Chassaigne, pour un débat et un vote à l'Assemblée nationale. D'ici là l'action doit reprendre de la vigueur alors que 10 états membres n'ont pas encore ratifié ce traité. Ne cau pas largar la premuda (Il ne faut pas lâcher la pression). ■

Roger La Mougne